



TCHOU
TCHOU!

CONSEIL
RÉGIONAL

sigle



RÉGION MIDI-PYRÉNÉES

EXPLOSION DE LA FISCALITÉ

Midi-Pyrénées est par sa superficie, la plus grande région française (45 348 km²). Le Conseil régional fut dirigé par Dominique Baudis puis par Marc Censi jusqu'en 1998. Elu par deux fois avec les voix du Front national, ce dernier a préféré démissionner et laisser la place au socialiste fabiusien Martin Malvy. De 1998 à 2004, celui-ci a dirigé la région avec une majorité relative allant des radicaux de gauche à la ligue communiste révolutionnaire.

Région Midi-Pyrénées

Martin Malvy d'aspect extérieur bonhomme et sympathique tient en fait sa majorité d'une main de fer. Il est néanmoins attentif à donner à l'extérieur, l'image d'un homme consensuel et à l'écoute. Cette tâche est facilitée par le monopole absolu de l'information dont dispose le quotidien régional, la Dépêche du Midi, où il fut journaliste.

Au cours de son premier mandat (1998-2004), Martin Malvy a augmenté les impôts régionaux de près de 10 % pendant les 3 premières années, puis a affiché une stabilité fiscale sur les 3 dernières.

Aujourd'hui, à l'image des autres présidents de région socialistes, il a rattrapé « le temps perdu » et a déjà augmenté les impôts deux fois plus que lors du précédent mandat.

Explosion de la fiscalité

Depuis 2004 le président de la région Midi-Pyrénées a augmenté massivement les impôts régionaux pesant à la fois sur les ménages et les entreprises.

Martin MALVY tente de faire peser sur l'Etat, seul, la responsabilité de l'accroissement de la pression fiscale.

A l'unisson des autres Présidents PS des Conseils Régionaux qui entonnent l'air composé par l'Association des Régions de France (ARF), le discours est désormais bien rodé : l'Etat UMP est seul responsable de la hausse des impôts locaux car il a transféré des compétences sans

transférer les ressources équivalentes.

Or, la réalité est tout autre : la **surfiscalisation des contribuables midi-pyrénéens (propriétaires, automobilistes et entreprises) est délibérément voulue par la Gauche régionale.** La hausse des taux de fiscalité est régulière depuis 2004 (exception faite d'une pause en 2007, année électorale oblige) et place la région **Midi-Pyrénées en tête du palmarès national des régions qui connaissent la pression fiscale la plus forte.** Cette surfiscalisation vise, pour l'essentiel, à financer les dépenses induites par des choix volontaristes de l'exécutif et, bien entendu, les

dépenses de communication excessives.

Les entreprises ne sont pas épargnées. Là encore, il faut souligner les contradictions entre les déclarations de l'exécutif qui souhaite d'une main, favoriser le développement économique de la région et qui de l'autre freine le développement et l'investissement des entreprises en augmentant la taxe professionnelle de 29 %.

Martin Malvy opère des choix politiques contestables et, à terme, dangereux pour la Région...

En matière d'aménagement par exemple, il **privilegie le « tout rail »**

au détriment des autres modes de déplacement, arguant du fait que l'Etat se désengage (pas de volet routier dans le CPER 2007-2013) alors même que l'aménagement du territoire compte au nombre des compétences obligatoires de l'institution régionale ;
Parallèlement, **il multiplie les interventions hors champ de compétences régionales et les dépenses non obligatoires** (près de 570 emplois associatifs créés pour un coût de 6,5 millions d'euros en année pleine, amélioration du régime indemnitaire des 2 500 TOS transférés pour un coût de 8 millions d'euros, etc.)

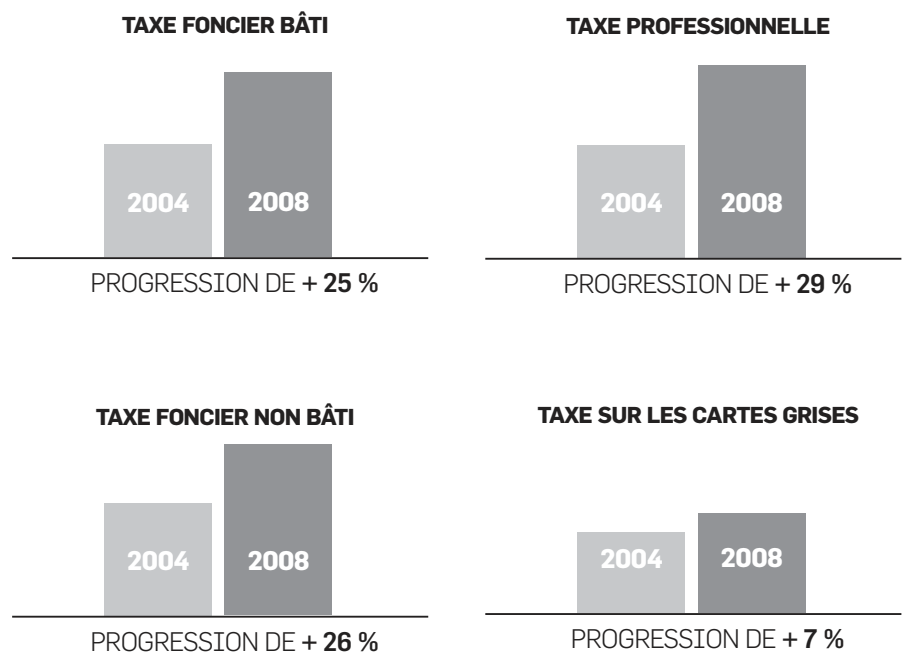
L'exécutif socialiste critique le désengagement de l'Etat en vue de mieux faire accepter les désengagements annoncés de la Région

Le Président du Conseil Régional dénonce jusqu'à l'excès les carences et les désengagements de l'Etat. Cette stratégie de diversion lui permet de « justifier » les hausses continues d'impôts.

Dans le même temps, il annonce que la Région aura à « effectuer des choix... douloureux pour certains de nos partenaires » ; bref, qu'elle se désengagera... Réduire la voilure est donc un comportement condamnable de la part de l'Etat mais acceptable de la part de la Région. Les Midi-Pyrénéens apprécieront...

Enfin, le Président de la région continue de négliger des projets déterminants pour l'avenir de notre Région et sous-estime l'importance de certains enjeux

“ Depuis 2004 les impôts régionaux ont augmenté de près de 30 %.”



Région Midi-Pyrénées

Le Président du Conseil Régional défend avec très peu d'ardeur le projet de **barrage de Charlas**, qui solutionnerait partiellement le problème de la ressource en eau du versant pyrénéen de la vallée de la Garonne, ainsi que le projet de **tunnel ferroviaire des Pyrénées** relancé récemment

par le Président de la République.

Enfin, **il néglige la défense de nos intérêts à Bruxelles**

(Les moyens affectés à l'association « Midi-Pyrénées Europe », qui fait office de bureau de représentation de Midi-Pyrénées à Bruxelles, sont dérisoires) et **refuse de mettre en**

œuvre un dispositif efficace de maîtrise et d'évaluation des dépenses publiques de l'institution, condition indispensable pour qu'un euro dépensé par notre Région soit un euro effectivement utile et que nous n'ayons plus, à l'avenir, à déplorer d'autres Cap Découverte (Cf. : tome II du Livre noir...)

L'EXÉCUTIF RÉGIONAL N'EST PAS FAVORABLE À L'ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES

Maîtriser les dépenses publiques est un impératif qui s'impose aussi bien à l'Etat qu'aux collectivités locales. Il ne s'agit pas de moins dépenser mais de mieux dépenser. Pour cela, il convient d'évaluer l'efficacité des dépenses engagées et de lutter contre les gaspillages. Dans ces deux domaines, la région Midi-Pyrénées a des progrès à faire. L'éparpillement des structures à contrôler et la faiblesse des moyens humains mis en œuvre nuisent à l'efficacité du travail accompli.

En conséquence, le groupe UMP-NI, a demandé à plusieurs reprises la création d'une Direction de la Prospective, de l'Evaluation et du Contrôle de Gestion de plein exercice, dotée de moyens humains conséquents et d'une feuille de route précise. C'est la condition indispensable pour qu'un euro dépensé soit un euro effectivement utile et qu'à l'avenir la Région, n'ait plus à déplorer d'autres Cap Découverte. Nicolas Sarkozy a montré la voie en créant un secrétariat d'Etat auprès du Premier Ministre en charge de la Prospective et de l'Evaluation des Politiques publiques.

A ce jour, nous n'avons toujours pas de réponse...

LA MAJORITÉ RÉGIONALE ADOpte LA POLITIQUE DE L'AUTRUCHE SUR LA QUESTION DU FINANCEMENT DE LA POLITIQUE FERROVIAIRE RÉGIONALE

Le Président Malvy a engagé la Région dans une politique ambitieuse et volontariste en matière de TER sans poser sérieusement la question du financement de l'ensemble de la politique ferroviaire régionale qui ne se résume pas aux seuls TER. La Collectivité va, en effet, devoir supporter, dans les prochaines années, le poids conjugué du financement du réseau TER et des nouvelles infrastructures ferroviaires (LGV Bordeaux/Toulouse, tunnel ferroviaire sous les Pyrénées).

Quelques chiffres qu'il est nécessaire de rappeler aux Midi-Pyrénéens :

- 45 millions d'euros : c'est le montant de l'effort net consenti annuellement par la Région pour le fonctionnement des TER une fois déduite la dotation versée par l'Etat ;
- 300 à 350 millions d'euros : c'est le coût d'acquisition des nouveaux matériels roulants à horizon 2015-2020 pour remplacer ceux devenus obsolètes ;
- 500 millions d'euros : c'est le montant des investissements que réalisera la Région au titre du Plan Rail pour régénérer le réseau ferroviaire en fin de vie ;
- Enfin, 400 millions d'euros : c'est le montant vraisemblable de la participation de la Région à la réalisation de la LGV Bordeaux/Toulouse ;
- Et, dans cette litanie de chiffres, nous n'évoquons même pas le coût du financement d'un futur tunnel ferroviaire sous les Pyrénées...

Sachant qu'un point d'impôt régional équivaut à un peu moins de 2 millions d'euros supplémentaires, la fiscalité régionale va inévitablement augmenter de façon exponentielle. Les contribuables midi-pyrénéens apprécieront...

“ L'exécutif multiplie les interventions hors du champ des compétences régionales.”